

## Mohamed Benchicou "Je n'ai commis aucune infraction"

© Liberté | Samedi 19 juin 2004  
Naïma DJEKHAR

**Placide, résolu et la mine joviale, Mohamed Benchicou, directeur du Matin a grandement surpris ses avocats (Me Bénarbia, Me Bourayou, Me Meziane, Me Miloud Brahimi, Me Messaoudi, Me Bergeul, Me Mellal) qui lui ont rendu visite, jeudi dernier, à la prison et qui pensaient trouver en lui une personne fatiguée ou abattue : "Il va bien. Il est encore en meilleure forme psychologique qu'au premier jour de sa détention", relèvera Me Ali Meziane avec assurance.**

À ce propos et si selon Me Khaled Bourayou, le directeur de la publication du Matin "a un moral d'acier car il sait qu'il est innocent et il affronte l'épreuve de son emprisonnement avec courage", aux yeux de Me Miloud Brahimi, le patron du Matin "a le moral d'une personne qui sait qu'elle est innocente et qui refuse de céder au découragement". Autre argument plaidant en faveur du bon moral de Benchicou : "Il est beaucoup plus préoccupé par le cas Hafnaoui que par son propre cas", expliquera Me Khaled Bourayou, tout en expliquant que le directeur du Matin "s'inquiète beaucoup de l'état de santé du correspondant de Djelfa à propos duquel il n'a pas arrêté de poser des questions".

La bonne santé morale de Mohamed Benchicou est intimement liée à l'important élan de solidarité et à la mobilisation de la corporation de la presse tant au niveau national qu' international ainsi que de la société civile autour de l'exigence de sa libération, et de celle de Hafnaoui Ghouli, le correspondant de Djelfa. "Cette importante mobilisation qui s'est constituée autour de sa détention tant au plan national qu'international lui donne du baume au cœur", explique à ce propos Me Ali Meziane. Me Miloud Brahimi insistera de son côté sur le fait que Benchicou "compte sur la mobilisation nationale et internationale pour mettre fin au fait du prince et à cette décision injuste dont il est victime".

Le collectif d'avocats, qui s'est constitué pour défendre le directeur du Matin et qui lui a rendu visite jeudi, s'est concerté avec lui, par ailleurs, autour de l'appel et la nécessité de mener à bien l'affaire au plan juridique. "On persiste et signe tant sur la nullité de la procédure tant au plan de la forme qu'au plan du fond ainsi que sur l'inexistence d'infraction dans la détention des bons de caisse par le directeur du Matin", expliquera Me Ali Meziane. Argument à l'appui, il affirmera que le patron du Matin "n'a jamais transféré illégalement de capitaux et il a été amplement démontré devant le tribunal qu'il n'y a pas eu d'infraction". Aux yeux de Me Meziane "le jugement de Benchicou a été décidé pour faire taire la presse dans le cadre d'une politique globale visant au musellement de toute libre expression".

Ce faisant, Me Miloud Brahimi se dit optimiste quant à l'issue du jugement en appel de l'affaire par la cour d'Alger : "C'est un bon présage d'entendre le ministre de la Justice dire à propos du jugement de Mohamed Benchicou qu'il n'est pas définitif et que le directeur du Matin reste sous la protection de la loi". Aussi et tout en soulignant qu'il "prend au mot le ministre de la Justice dans tout ce qu'il dit", Me Miloud Brahimi en déduit que "cela laisse espérer que la cour d'appel sera plus lucide (que le tribunal), car il s'agit bel et bien d'une infraction à la carte ex nihilo pour les besoins de la cause que tout le monde sait". En définitive, Me Brahimi pense que le procès de Benchicou représente "le procès-test". Et pour cause, "à partir de ce procès, on saura si le pays pourra rebondir dans la bonne direction ou régresser davantage".

## **Le Forum des libertés est né et appelle à un débrayage d'une heure, lundi prochain...**

**Au terme d'une réunion tenue jeudi dernier, au siège régional du quotidien Le Matin, à Béjaïa, il a été procédé à la création d'un mouvement citoyen dénommé "le Forum des libertés", dont l'objectif principal est de défendre toutes les libertés démocratiques.**

Outre le collectif des journalistes de la wilaya de Béjaïa, des avocats, des syndicalistes, des artistes, des intellectuels et autres militants des droits de l'Homme ont pris part à cette première rencontre ayant donné naissance à cette nouvelle organisation qui reste ouverte à toute personne physique ou morale s'inscrivant dans les mêmes valeurs démocratiques.

Afin d'interpeller la conscience des citoyens de la région sur le danger qui menace la liberté d'expression en Algérie, le Forum des libertés appelle à un débrayage d'une heure, de 10 à 11h, le lundi 21 juin prochain, et ce, en guise de soutien à la presse indépendante et aux journalistes incarcérés.